

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle carrières, matériaux, déchets
40 rue de la Préfecture
58026 Nevers Cedex

Nevers, le 22/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ASTRADEC ENVIRONNEMENT

6 route de la Zone Industrielle
58000 Saint-Éloi

Références : 250419
Code AIOT : 0005401328

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/07/2025 dans l'établissement ASTRADEC ENVIRONNEMENT, implanté 6 Zone industrielle de Nevers - 58000 Saint-Éloi. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection, réalisée de manière inopinée dans le cadre d'un Comité Opérationnel Départemental Anti-Fraude (CODAF), avait pour objectif principal de contrôler les conditions d'entreposage des déchets sur le site. Elle visait également à examiner la conformité administrative des activités exercées et à vérifier le respect des quantités de déchets autorisées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ASTRADEC ENVIRONNEMENT
- 6 Zone industrielle de Nevers - 58000 Saint-Éloi
- Code AIOT : 0005401328
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise exerce principalement une activité de stockage et de récupération de déchets métalliques provenant d'industriels et de collectivités, ainsi que de clients individuels tels que les artisans et les particuliers. Le site accueille également une activité d'entreposage et de dépollution de véhicules hors d'usage (VHU).

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Autre
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative : Collecte de déchets apportés par les particuliers	Code de l'environnement du 06/07/2025, article R. 511-9 (annexe 4)	Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois
2	Situation administrative : Stockage du bois	Code de l'environnement du 06/07/2025, article R. 511-9 (annexe 4)	Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois
3	Stockage des déchets - PE (polyéthylène) et PERT (polyéthylène réticulé)	Arrêté Préfectoral du 30/06/1995, article 18	Mise en demeure, dépôt de dossier, Mise en demeure, respect de prescription, Mise en demeure, déchets	3 mois
4	Stockage des déchets : batteries	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 12	Mise en demeure, déchets, Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	Stockage des déchets – plâtre pulvérulent	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.5	Mise en demeure, déchets, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Stockage des déchets - Impacts visuels	Arrêté Préfectoral du 30/06/1995, article 29	Mise en demeure, déchets, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 49 et 50	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Globalement, les conditions de stockage des déchets ne sont pas satisfaisantes.

Le site doit par ailleurs régulariser sa situation administrative pour ses activités de collecte de déchets apportés par les particuliers (rubrique 2710), de stockage de palettes de bois et de plastiques (rubrique 2714).

En outre, il est rappelé à l'exploitant que les établissements ASTRADEC ENVIRONNEMENT et ASTRA RECYCLAGE sont deux entités distinctes. Ainsi, même s'ils choisissent de regrouper leurs stocks pour des raisons de commodité, ils doivent être en mesure de distinguer clairement les matières propres à chaque établissement et de produire, à tout moment, un état des stocks spécifique à chacun des sites.

Enfin, les déchets composés de tuyaux en polyéthylène (PE) et en polyéthylène réticulé (PE-RT), entreposés en dehors du périmètre d'autorisation, sur la parcelle cadastrale n° 0097 section AA, doivent impérativement être retirés de cette zone.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative :Collecte de déchets apportés par les particuliers

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2025, article R. 511-9 (annexe 4)
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique 2710
Prescription contrôlée : 2710.2 : Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 2.Dans le cas de déchets non dangereux, le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : a)Supérieur ou égal à 300 m ³
Constats : <u>Inspection du 02/12/2021 (Résumé des constats)</u> L'inspection a relevé que l'installation comporte une zone d'au moins 500 m ² dédiée à la récupération de déchets apportés volontairement par des particuliers et artisans. Cette configuration implique potentiellement un volume de déchets supérieur à 100 m ³ , ce qui nécessite un classement au titre de la rubrique 2710-2 de la nomenclature ICPE (déclaration à partir de 100 m ³ , enregistrement à partir de 300 m ³). L'exploitant devait régulariser sa situation administrative en se positionnant, soit sous le régime de la déclaration, soit sous le régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2710-2 de la nomenclature des ICPE. Par ailleurs, il a été constaté le stockage sur le site d'équipements électriques usagés (lave-linge, réfrigérateurs, téléviseurs). Compte tenu des quantités observées et de la nature de l'activité, l'exploitant devait se positionner sur un classement au titre de la rubrique ICPE 2710-1 ou de la rubrique 2711. Une mise en demeure a été notifiée par arrêté préfectoral n° 58-2022-04-07-00003 en date du 7 avril 2022. Le 21 avril 2023, l'exploitant a transmis à la Préfecture de la Nièvre un porter-à-connaissance visant à régulariser la situation administrative de son site. Cette demande portait notamment sur : <ul style="list-style-type: none">• l'ajout de la rubrique 2710-1 (à déclaration), relative à la zone de collecte des déchets dangereux apportés par leur producteur initial - en l'occurrence, la zone de réception des DEEE de type GEM Froids (réfrigérateurs, congélateurs, etc.) ;

- l'ajout de la rubrique 2710-2 (à enregistrement), relative à la zone de collecte des déchets non dangereux apportés par leur producteur initial - notamment la zone de réception des DEEE de type GEM hors Froids, métaux ferreux et non ferreux.

Par courriel du 12 décembre 2024, les services de la DREAL ont informé l'exploitant que la rubrique 2710-2, soumise à enregistrement, nécessitait une instruction selon la procédure d'examen au cas-par-cas, menée par le département évaluation environnementale de la DREAL. Il lui a été demandé, à ce titre, de transmettre un formulaire d'examen au cas-par-cas au service concerné, accompagné de l'ensemble des éléments nécessaires à l'évaluation du dossier.

Aucun dossier n'a été transmis par l'exploitant dans le cadre de cette procédure.

Par ailleurs, l'Inspection n'a pas été destinataire de la preuve de dépôt concernant sa demande de déclaration au titre de la rubrique ICPE 2710-1.

Inspection du 04/07/2025

L'inspection observe que les activités exercées par l'exploitant demeurent inchangées par rapport à celles observées lors de visite de 2021. En particulier, les activités suivantes sont toujours en cours :

- récupération de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets : DEEE classés dangereux (GEM froids) ⇒ rubrique 2710-1
- récupération de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets : DEEE non classés dangereux (GEM, ballon d'eau chaudes...) et métaux ferreux et non ferreux ⇒ rubrique 2710-2

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

En conséquence, l'exploitant doit :

- déposer une demande d'examen au cas-par-cas auprès du département évaluation environnementale de la DREAL, conformément aux dispositions de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement, dans le cadre de la procédure d'enregistrement au titre de la rubrique 2710-2 (récupération de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial), conformément au courriel de la DREAL en date du 12 décembre 2024 ;
- transmettre à l'Inspection une copie du récépissé de dépôt de cette demande d'examen au cas-par-cas, attestant que la démarche a bien été engagée ;
- transmettre à l'Inspection la preuve de dépôt de sa déclaration ICPE au titre de la rubrique 2710-1 (récupération de déchets dangereux apportés par leur producteur initial) dont le dépôt a été annoncé dans le porter-à-connaissance transmis le 21 avril 2023, mais pour lequel aucun justificatif n'a été reçu à ce jour.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Situation administrative : Stockage du bois

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2025, article R. 511-9 (annexe 4)

Thème(s) : Illégaux, Rubrique 2714

Prescription contrôlée :

2714.Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets

<p>non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719.</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieur ou égal à 100 m³, mais inférieur à 1 000 m³ (D)</p>
<p>Constats :</p> <p>Il est constaté que le site entrepose une quantité significative de palettes en bois, pour un volume estimé à environ 150 m³. Ces palettes sont stockées en extérieur sur l'aire bétonnée du site sous forme d'un tas d'environ 1,5 mètre de hauteur.</p> <p>Il est également constaté un stockage de tuyaux en polyéthylène (PE) et en polyéthylène réticulé (PE-RT), cf point de contrôle n° 3 <i>infra</i>.</p> <p>Cet entreposage constitue donc une activité relevant de la rubrique ICPE 2714-2.</p> <p>Or, celle-ci est exercée sans avoir fait l'objet de la déclaration administrative requise.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit régulariser sa situation administrative :</p> <ul style="list-style-type: none"> • soit en effectuant la déclaration, conformément à l'article R. 512-47 du Code de l'environnement, s'il souhaite poursuivre son activité de stockage de déchets de bois (rubrique ICPE n° 2714). Le volume de déchets composé de tuyaux en polyéthylène (PE) et en polyéthylène réticulé (PE-RT), mentionné au point n°3, devra être intégré dans cette rubrique ; • soit en cessant ses activités et en procédant à l'évacuation complète du bois vers des filières de traitement ou de valorisation dûment autorisées. Les justificatifs d'évacuation afférents (bordereaux de suivi de déchets) seront transmis à l'Inspection.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Stockage des déchets - PE (polyéthylène) et PERT (polyéthylène réticulé)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/1995, article 18</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le stockage temporaire des déchets s'effectue à l'intérieur de l'établissement, dans des zones spécialement aménagées, faisant rétention étanche et protégées des eaux météoriques.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, il est constaté la présence de déchets constitués de tuyaux en polyéthylène (PE) et en polyéthylène réticulé (PE-RT) entreposés en dehors du périmètre d'autorisation de l'installation, précisément sur la parcelle cadastrale n° 0097, section AA, située de l'autre côté de la clôture grillagée au nord délimitant le site. Le volume de ces matériaux est estimé à au moins 100 m³, sans toutefois excéder 1 000 m³. En outre, l'exploitant n'est pas autorisé à stocker ce type de</p>

déchets, qui relèvent de la rubrique ICPE n°2714 (Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719), sur son site.

L'exploitant indique être propriétaire de ces terrains et précise que ces déchets correspondent à des déchets de production appartenant à l'entreprise COMAP, située sur la commune de Saint-Éloi. Selon ses déclarations, ce stockage serait motivé par une difficulté d'évacuation de ces déchets, liée à l'absence d'exutoire au sein de l'entreprise COMAP.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit régulariser sa situation administrative :

- soit en effectuant la déclaration, conformément à l'article R. 512-47 du Code de l'environnement, s'il souhaite poursuivre son activité de stockage de déchets plastiques (rubrique ICPE n° 2714),
- soit en cessant ses activités et en procédant à l'évacuation complète du plastique vers des filières de traitement ou de valorisation dûment autorisées. Les justificatifs d'évacuation afférents (bordereaux de suivi de déchets) seront transmis à l'Inspection.

En fonction de l'option envisagée, tous les déchets actuellement entreposés sur la parcelle n° 0097, section AA, devront impérativement :

- soit être déplacés à l'intérieur du périmètre autorisé de l'établissement, dans des zones spécifiquement aménagées à cet effet ;
- soit être évacués.

En tout état de cause, le stockage de déchets en dehors du périmètre autorisé est strictement interdit.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier, Mise en demeure, respect de prescription, Mise en demeure, déchets

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Stockage des déchets : batteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 12

Thème(s) : Risques chroniques

Prescription contrôlée :

Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2712, 2718 ou 2790 sont soumises aux dispositions suivantes .

Les batteries sont entreposées dans des conteneurs ou locaux spécifiques, fermés, conçus de manière à empêcher l'entrée d'eau, et munis de rétention. [...]

Constats :

Au cours de la visite, il est constaté la présence de trois bennes contenant des batteries usagées,

<p>entreposées en extérieur, sans dispositif de rétention ni protection contre les eaux météoriques. Ces conditions de stockage ne permettent pas de prévenir les risques de pollution des sols et des eaux.</p> <p>D'après l'état des stocks communiqué par l'exploitant le jour de l'inspection, la quantité de batteries usagées présentes sur le site s'élève à 26 tonnes.</p> <p>Il est également observé la présence d'un bac contenant un mélange d'eau et de batteries usagées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit stocker les batteries conformément à la présente prescription.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, déchets, Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : Stockage des déchets – plâtre pulvérulent

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ; - l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, il est observé l'entreposage, en extérieur et à l'air libre, sur l'aire bétonnée du site, d'un tas de plâtre pulvérulent dont le volume est estimé à 150 m³ environ. Dans ces conditions, ce stockage est susceptible de générer des envols de poussières, présentant un risque de pollution de l'environnement et de nuisances pour le voisinage. Aussi, l'exposition aux eaux météoriques est de nature à compromettre la valorisation ou l'élimination dans des conditions appropriées de cette matière.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • soit de procéder à la mise en place d'une couverture adaptée du stock de plâtre (par structure fixe, bâche ou tout autre dispositif permettant d'assurer une protection efficace contre les intempéries et les envols) ; • soit de faire procéder à l'évacuation du matériau vers des filières de traitement ou de valorisation autorisées.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, déchets, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Stockage des déchets - Impacts visuels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/1995, article 29
Thème(s) : Autre
Prescription contrôlée : [...] La hauteur des tas des différents produits entreposés ne doit dépasser en aucune circonstance 3 m. [...]
Constats : Le jour de la visite, il est constaté que certains tas de déchets de VHU et de métaux sont supérieurs à la hauteur autorisée de 3 mètres.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit se conformer à la présente prescription. Il lui est en outre rappelé que les ferrailles et autres produits entreposés ne doivent pas être visibles depuis la voie de desserte de la zone industrielle longeant la voie ferrée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, déchets, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 49 et 50
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : <u>Article 49 : État des matières stockées.</u> Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le Code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

Article 50 : État des matières stockées-dispositions spécifiques

Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du Code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436,2718,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer *a minima* les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, *a minima*, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

1. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour *a minima* de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour *a minima* de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2022.

Constats :

L'état des matières stockées est disponible numériquement sous la forme d'un tableau. Sur demande de l'Inspection, l'exploitant a présenté l'état des stocks pour la période du 01/01/2025 au 31/12/2025. Celui-ci est mis à jour quotidiennement et comporte les éléments suivants :

- date du mouvement ;
- la typologie (entreprise / particulier/ société) et libellé (nom de l'établissement ou du particulier et le numéro de la facture d'achat ou de l'avoir, le cas échéant) ;
- type de produit (fonte, aluminium, batteries, etc.) ;
- sens du flux (entrant ou sortant) avec le tonnage associé ;
- prix unitaire ;
- parfois, un numéro de mouvement.

L'exploitant précise que les états des matières stockées ne sont pas totalement représentatifs de la situation de l'établissement, dans la mesure où certaines données concernent des déchets et matériaux issus du second site « ASTRA RECYCLAGE », situé au « Champ des Charbonnières » sur la commune de Saint-Éloi. En outre, certains types de matériaux et déchets présentent des mentions négatives, l'état des stocks est en conséquence erroné.

Par ailleurs, l'état des matières stockées ne comporte pas l'ensemble des informations exigées à la présente prescription.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre à l'Inspection un état des matières stockées strictement représentatif de l'établissement concerné par la présente inspection. En outre, celui-ci doit comporter l'ensemble des informations prévues aux articles 49 et 50 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010, susvisé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois